

**Art. 2.** Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 octobre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

\_\_\_\_\_  
Annexe

**Commission paritaire des pompes funèbres**

*Convention collective de travail du 17 novembre 2021*

Détermination, pour 2023-2024, des conditions d'octroi de la dispense de l'obligation de disponibilité adaptée pour les travailleurs âgés licenciés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2023 dans le cadre d'un régime de chômage avec complément d'entreprise, qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd et justifient 35 ans de passé professionnel, qui ont une carrière longue, ou qui ont été occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration, en exécution de la convention collective de travail du Conseil national du Travail n° 155 (Convention enregistrée le 9 mai 2022 sous le numéro 172505/CO/320)

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux travailleurs de la Commission paritaire des pompes funèbres.

Par "travailleurs" sont visés : tous les travailleurs sans distinction de genre.

Art. 2. La présente convention collective de travail règle, pour 2023-2024, l'octroi de la dispense de l'obligation de disponibilité adaptée pour les travailleurs âgés licenciés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2023 dans le cadre d'un régime de chômage avec complément d'entreprise, qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd et justifient 35 ans de passé professionnel, qui ont une carrière longue, ou qui ont été occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration, en exécution et conformément aux conditions de la convention collective de travail du Conseil national du Travail n° 155 du 15 juillet 2021.

Art. 3. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée.

Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2024.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 13 octobre 2022.

Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 oktober 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

\_\_\_\_\_  
Bijlage

**Paritair Comité voor de begrafenisondernemingen**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 november 2021*

Vaststelling, voor 2023 en 2024, van de voorwaarden voor de toekenning van de vrijstelling van verplichting van aangepaste beschikbaarheid voor oudere werknemers die worden ontslagen vóór 1 juli 2023 in het raam van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, die 20 jaar hebben gewerkt in een stelsel van nachtarbeid, die in een zwaar beroep of in de bouwsector tewerkgesteld werden en arbeidsongeschikt zijn, die tewerkgesteld werden in een zwaar beroep en 35 jaar beroepsverleden aantonen, die een lange loopbaan hebben, of die tewerkgesteld waren in een onderneming in moeilijkheden of in herstructurering, in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van de Nationale Arbeidsraad nr. 155 (Overeenkomst geregistreerd op 9 mei 2022 onder het nummer 172505/CO/320)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van het Paritair Comité voor de begrafenisondernemingen.

Met "werknemers" worden alle werknemers zonder onderscheid naar gender bedoeld.

Art. 2. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst regelt, voor 2023 en 2024, de toekenning van de vrijstelling van verplichting van aangepaste beschikbaarheid voor oudere werknemers die worden ontslagen vóór 1 juli 2023 in het raam van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, die 20 jaar hebben gewerkt in een stelsel van nachtarbeid, die in een zwaar beroep of in de bouwsector tewerkgesteld werden en arbeidsongeschikt zijn, die tewerkgesteld werden in een zwaar beroep en 35 jaar beroepsverleden aantonen, die een lange loopbaan hebben, of die tewerkgesteld waren in een onderneming in moeilijkheden of in herstructurering, in uitvoering van en conform de voorwaarden in de collectieve arbeidsovereenkomst van de Nationale Arbeidsraad nr. 155 van 15 juli 2021.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor een bepaalde duur.

Zij treedt in werking op 1 januari 2023 en treedt buiten werking op 31 december 2024.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 13 oktober 2022.

De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE**

[C – 2023/40519]

**3 FEVRIER 2023.** — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la cellule de traitement des informations financières (CTIF)

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces ;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE**

[C – 2023/40519]

**3 FEBRUARI 2023.** — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de cel voor financiële informatieverwerking (CFI)

De Minister van Justitie,

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten;

Vu l'Arrêté royal du 20 mars 2022 relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement, au contrôle et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières (CTIF),

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement d'ordre intérieur de la cellule de traitement des informations financières, annexé au présent arrêté, est approuvé.

**Art. 2.** Le règlement d'ordre intérieur de la cellule de traitement des informations financières du 4 août 1993 est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 février 2023.

V. VAN QUICKENBORNE

V. VAN PETEGHEM

#### Annexe à l'arrêté ministériel du 3 février 2023 - Règlement d'ordre intérieur de la cellule de traitement des informations financières (1)

1. La Cellule de traitement des informations financières ci-après dénommée la CTIF, se réunit deux fois par semaine, dont une fois sur papier, sur convocation du président ou en son absence du président suppléant. Une réunion peut être annulée si la majorité des membres le décide. En cas d'urgence, le président ou le président suppléant peut convoquer une réunion supplémentaire.

2. La CTIF se réunit physiquement sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles Capitale. Exceptionnellement et par décision motivée, la majorité des membres peut décider qu'une réunion en présentiel se déroulera à un autre endroit. La CTIF se réunit de manière virtuelle lorsque les membres le demandent. Il est également possible d'organiser une réunion hybride à laquelle un membre ou plusieurs membres participe(nt) virtuellement (par vidéoconférence) à la réunion. Un membre est supposé avoir participé à la réunion s'il assiste à la réunion en présentiel ou virtuellement ou s'il transmet ses remarques concernant la réunion sur papier au personnel désigné à cet effet.

3. Le président détermine l'agenda de la réunion. L'invitation par mail à chaque réunion mentionne les différents points à l'agenda. Les pièces et documents en rapport avec les points à l'agenda sont envoyés aux membres au moins un jour avant la réunion, sauf en cas d'urgence, dont l'appréciation est laissée au président ou en son absence au président suppléant. Chaque échange d'informations avec les membres se fait de manière sécurisée.

4. Tout objet de la compétence de la CTIF peut être mis à l'ordre du jour lorsqu'un membre de la CTIF en fait la demande. Tout point non prévu à l'ordre du jour ne peut pas être discuté sauf si la majorité des membres acceptent d'en discuter.

5. Le président ouvre et clôture les séances de la CTIF et dirige les débats. En cas d'empêchement du président, l'assemblée est présidée par l'un des présidents suppléants.

6. Sans préjudice de l'article 5 de l'Arrêté Royal du 20 mars 2022 relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières, le processus de décision de la CTIF est réglé comme suit :

Un membre empêché d'assister à la réunion ne peut pas donner mandat à un des autres membres. Toutefois, si le quorum prévu à l'article 5 troisième alinéa de l'arrêté royal précité ne peut être réuni, le vote d'un membre empêché peut être recueilli en recourant à un système de télécommunication vocale permettant une délibération ou à une procédure écrite par mail. Dans ce cas, tous les membres empêchés doivent avoir été invités à se prononcer sur la proposition de décision.

Gelet op het Koninklijk besluit van 20 maart 2022 inzake de samenstelling, de organisatie, de werking, de controle en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking (CFI),

Besluiten :

**Artikel 1.** Het bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de cel voor financiële informatieverwerking is goedgekeurd.

**Art. 2.** Het huishoudelijk reglement van de cel voor financiële informatieverwerking van 4 augustus 1993 is opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 3 februari 2023.

V. VAN QUICKENBORNE

V. VAN PETEGHEM

#### Bijlage bij het ministerieel besluit van 3 februari 2023 - Huishoudelijk reglement van de Cel voor Financiële Informatieverwerking (1)

1. De Cel voor Financiële informatieverwerking, hierna de CFI genoemd, vergadert tweemaal per week waarvan één vergadering schriftelijk verloopt, op bijeenroeping van de voorzitter of bij diens afwezigheid de plaatsvervangende voorzitter. Een vergadering zal niet plaatsvinden indien de meerderheid van de leden daartoe beslist. In spoedeisende gevallen kan de voorzitter of plaatsvervangende voorzitter steeds een bijkomende vergadering samenroepen.

2. De CFI vergadert fysiek op het grondgebied van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. In uitzonderlijke gevallen en bij een met redenen omklede beslissing kan de meerderheid van de leden tevens beslissen dat een vergadering fysiek plaatsvindt op een andere grondgebied. De CFI vergadert virtueel als de leden dat vragen. De mogelijkheid bestaat ook dat een hybride vergadering wordt georganiseerd waarbij een lid of verschillende leden virtueel (via videoconferentie) deelneemt (deelnemen) aan de vergadering. Een lid neemt deel aan de vergadering indien hij of zij fysiek of virtueel de vergadering bijwoont of als het lid zijn/haar opmerkingen over de schriftelijke vergadering overmaakt aan het hiertoe aangeduide personeel.

3. De voorzitter stelt de agenda van de vergadering op. Deze agenda wordt bij elke uitnodiging van vergadering per mail meegestuurd. De stukken en documenten met betrekking tot de punten die op de agenda staan, worden minstens één dag vóór de vergadering plaatsvindt aan de leden verzonden, behalve in spoedeisende gevallen waarover de voorzitter of bij diens afwezigheid de plaatsvervangende voorzitter oordeelt. Elke informatie-uitwisseling met de leden gebeurt op een beveiligde manier.

4. Elk onderwerp dat binnen de bevoegdheid van de CFI valt kan op aanvraag van een lid van de CFI op de agenda worden geplaatst. Een punt dat niet op de agenda staat kan niet worden besproken tenzij de meerderheid van de leden de bespreking alsnog goedkeurt.

5. De voorzitter opent en besluit de vergaderingen van de CFI en leidt de debatten. Wanneer de voorzitter verhinderd is, wordt de vergadering voorgezeten door één van de plaatsvervangende voorzitters.

6. Onverminderd artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 maart 2022 inzake de samenstelling, de organisatie, de werking, de controle en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking (CFI) is de besluitvorming in de CFI geregeld als volgt :

Een lid dat verhinderd is de vergadering bij te wonen kan geen volmacht verlenen aan één van de andere leden. Indien het quorum voorzien in artikel 5, derde lid van voornoemd koninklijk besluit niet wordt bereikt, kan de stem van een verhinderd lid steeds worden ingewonnen door middel van telecommunicatiemiddelen die een beraadslaging mogelijk maken of schriftelijk via mail. In dit geval moeten alle verhinderde leden zijn uitgenodigd om zich uit te spreken over de voorgestelde beslissing.

Dans les cas d'urgence visés à l'article 5, alinéa 5, de l'arrêté royal précité, les décisions sont prises par deux membres au moins, dont le président ou un président suppléant, le cas échéant, en recourant à un système de télécommunication vocale permettant une délibération ou à une procédure écrite par mail. Le président ou président suppléant prend la décision d'inviter un deuxième membre de la CTIF.

7. Le vote a lieu au scrutin secret à la demande de la majorité des membres présents.

En cas de conflits d'intérêts, le membre concerné est tenu d'en informer la CTIF. Cette déclaration figure au procès-verbal de la séance. Il ou elle ne peut prendre part à la délibération, ni au vote.

8. Il est dressé par le secrétariat de la CTIF procès-verbal des réunions de la CTIF. Ce procès-verbal est présenté à l'approbation de la CTIF lors de la séance suivante.

9. Le secrétariat de la CTIF veille à :

a) la préparation et présentation des dossiers soumis à la CTIF ;

b) la rédaction du procès-verbal des réunions de la CTIF ;

c) l'exécution des décisions de la CTIF.

Le président représente la CTIF dans tous actes judiciaires et extrajudiciaires, sans préjudice des articles 14 et 15 du présent règlement d'ordre intérieur.

10. Le Bureau, composé du président et du vice-président, assisté par le secrétaire général, détermine les règles de déontologie applicables à son personnel et communique ces règles aux membres et au personnel de la CTIF.

11. La CTIF donne au personnel du secrétariat qui est chargé de l'assistance des experts en matière financière, dans le cadre des tâches décrites au point 9 a) de ce règlement d'ordre intérieur, le pouvoir de demander des renseignements aux organismes et personnes visés à l'article 81 de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces. Dans des circonstances exceptionnelles, le président ou en son absence un des présidents suppléants peuvent décider qu'il doit être pris connaissance sur place des documents visés à l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté royal précité du 20 mars 2022.

12. Le Bureau organise ensemble avec le secrétaire général les activités de la CTIF et est chargé de sa gestion journalière. Le secrétaire général assure cette gestion journalière, au nom du Bureau auquel il rend compte.

Le secrétaire général, assisté par le secrétariat de la CTIF, prend en vue du bon fonctionnement de la CTIF toutes dispositions d'organisation interne. Le secrétariat de la CTIF veille à la préparation du budget et du rapport annuel sur les frais de fonctionnement et présente ceux-ci au Bureau de la CTIF. Le Bureau présente le budget et le rapport aux autres membres de la CTIF.

Le secrétariat de la CTIF dresse procès-verbal des réunions du bureau. Ces procès-verbaux sont présentés à l'approbation du bureau au cours de la séance suivante.

13. Le Bureau décide d'engager, sous contrat de travail, le personnel du secrétariat, fixe les appointements de celui-ci et se prononce sur le détachement de personnel auprès de la CTIF.

Le secrétaire général dirige le personnel du secrétariat, pour compte du bureau.

14. En cas d'impossibilité de participer temporairement à la réunion du Bureau, le Bureau peut décider que les compétences de président et de vice-président sont temporairement assumées respectivement par un président suppléant ou un membre de la CTIF. Cette délégation de pouvoir est exceptionnelle. Le membre de la CTIF à qui ces compétences temporaires sont attribuées est proposé par le président et le vice-président et entériné par les autres membres de la CTIF.

Si un membre du Bureau est pour une longue durée empêché ou si la place est vacante sans qu'il n'ait été pourvu de remplaçant, les membres de la CTIF choisissent parmi eux un remplaçant. Le président est choisi parmi les membres-magistrats, le vice-président parmi les membres qui ne sont pas magistrats. La fonction des président et vice-président, ainsi désignés, prend fin à la fin de la période d'empêchement ou en cas de nomination d'un nouveau président ou vice-président.

Le Bureau peut se réunir virtuellement ou un des membres du Bureau peut participer virtuellement à la réunion.

In de spoedeisende gevallen bedoeld in artikel 5, vijfde lid van voornoemd koninklijk besluit worden de beslissingen genomen door minstens twee leden, waaronder de voorzitter of een plaatsvervangende voorzitter, desgevallend door middel van telecommunicatiemiddelen die een beraadslaging mogelijk maken of schriftelijk via mail. De voorzitter of plaatsvervangende voorzitter beslist tot uitnodiging van een tweede lid van de CFI.

7. De stemming kan enkel geheim plaatsvinden op vraag van de meerderheid van de aanwezige leden.

Bij belangen tegenstelling moet het betrokken lid de CFI daarover onverwijld informeren. Deze verklaring wordt opgenomen in de notulen van de vergadering. Hij of zij mag noch aan de beraadslaging noch aan de stemming deelnemen.

8. Er worden door het secretariaat van de CFI notulen opgemaakt van de vergaderingen van de CFI. Deze notulen worden ter goedkeuring van de CFI voorgelegd bij de eerstvolgende zitting.

9. Het secretariaat van de CFI staat in voor :

a) de analyse en presentatie van de dossiers die aan de CFI worden voorgelegd;

b) het opstellen van de notulen van de vergaderingen van de CFI;

c) de uitvoering van de beslissingen van de CFI.

De voorzitter vertegenwoordigt de CFI in alle rechts- en buitengerechtelijke handelingen, onverminderd de artikelen 14 en 15 van huidig huishoudelijk reglement.

10. Het Bureau, samengesteld uit de voorzitter en de vicevoorzitter, bijgestaan door de secretaris-generaal, bepaalt de deontologische regels die voor haar personeel gelden en communiceert deze deontologische regels aan de leden en het personeel van de CFI.

11. De CFI geeft het personeel van het secretariaat dat belast is met het bijstaan van de financiële deskundigen, in het kader van de in punt 9 a) van dit huishoudelijk reglement beschreven taken de machtiging om inlichtingen te vragen aan de instellingen en personen bedoeld in artikel 81 van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten. De voorzitter of bij diens afwezigheid een van de plaatsvervangende voorzitter kan in uitzonderlijke gevallen beslissen dat ter plaatse kennis moet worden genomen van stukken bedoeld in artikel 9, tweede lid van het vermelde koninklijke besluit van 20 maart 2022.

12. Het Bureau organiseert samen met de secretaris-generaal de werkzaamheden van de CFI en is belast met het dagelijks bestuur. De secretaris-generaal neemt dit dagelijks bestuur waar, voor rekening van het Bureau waaraan hij rekenschap aflegt.

Met het oog op de goede werking van de CFI regelt de secretaris-generaal, bijgestaan door het secretariaat van de CFI, alle maatregelen van interne organisatie. Het secretariaat van de CFI zorgt voor de voorbereiding van de begroting en het verslag over de werkingskosten en stelt dit voor aan het bureau van de CFI. Het Bureau legt de begroting en het verslag voor aan de overige leden van de CFI.

Het secretariaat van de CFI zorgt voor de notulen van de vergaderingen van het Bureau. Deze notulen worden ter goedkeuring van het Bureau voorgelegd bij de eerstvolgende zitting.

13. Het Bureau beslist tot aanwerving van het personeel van het secretariaat op grond van een arbeidsovereenkomst, bepaalt de bezoldiging en spreekt zich uit over de eventuele detachering van personeel bij de CFI.

De leiding over het personeel van het secretariaat wordt uitgeoefend door de secretaris-generaal, voor rekening van het Bureau.

14. Bij onmogelijkheid om tijdelijk deel te nemen aan de vergadering van het Bureau, kan het Bureau beslissen dat de bevoegdheden van de voorzitter of vicevoorzitter tijdelijk uitgeoefend worden door respectievelijk een plaatsvervangende voorzitter of een lid van de CFI. Deze delegatie van bevoegdheid is uitzonderlijk. Het lid van de CFI aan wie de tijdelijke bevoegdheid wordt toegekend wordt voorgesteld door de voorzitter en de vicevoorzitter en goedgekeurd door de overige leden van de CFI.

Indien een lid van het Bureau langdurig verhinderd is of indien de plaats vacant is zonder dat in vervanging werd voorzien, kiezen de leden van de CFI een vervanger uit hun leden. De voorzitter wordt gekozen uit hun leden-magistraten, de vicevoorzitter uit hun leden, andere dan magistraten. De rol van de op deze wijze aangeduide voorzitter of vicevoorzitter neemt een einde op dezelfde dag als het einde van de verhindering of de benoeming van een nieuwe voorzitter of vicevoorzitter.

Het Bureau kan virtueel plaatsvinden of een lid van het Bureau kan virtueel aan de vergadering deelnemen.

15. Sont habilités à signer :

- le président ou l'un des présidents suppléants pour l'exécution des décisions prises en application de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces ;

- un des membres de la CTIF qui agit dans le cadre de la délégation visée à l'article 6 de l'arrêté royal du 20 mars 2022 relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières (CTIF) ;

- le président, le secrétaire général ou le personnel du secrétariat désigné pour accuser réception des informations transmises en application des articles 47, 54 et 66, § 2 alinéa 3 de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, ainsi que les déclarations de soupçon en relation avec le financement de la prolifération d'armes de destruction massive communiquées par les entités assujetties en application des règlements européens et des informations communiquées dans le cadre de l'article 79, § 2 de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces ;

- le personnel du secrétariat agissant dans le cadre de l'habilitation visée à l'article 11 du présent règlement ;

- les membres du Bureau dans le cadre des pouvoirs visés par les articles 12, 13, 1<sup>er</sup> alinéa, et 14 du présent règlement et par délégation le secrétaire général dans le cadre de l'administration journalière et la gestion du personnel.

16. Les jetons de présence sont liquidés aux membres de la CTIF qui assistent effectivement aux réunions de la CTIF ou du bureau, le procès-verbal faisant foi. Les frais de déplacement sont remboursés aux membres qui remplissent les formalités requises à cet effet.

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Adopté 20/10/2022 par la cellule de traitement des informations financières

15. Zijn ertoe gemachtigd te ondertekenen:

- de voorzitter of één van de plaatsvervangende voorzitters voor de uitvoering van de beslissingen genomen met toepassing van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten;

- één van de leden van de CFI die optreedt in het kader van de delegatie bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 20 maart 2022 inzake de samenstelling, de organisatie, de werking, de controle en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking (CFI);

- de voorzitter, de secretaris-generaal of daartoe aangesteld personeel van het secretariaat om de ontvangst te bevestigen van de kennisgevingen op grond van de artikelen 47, 54 en 66, § 2, derde lid van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, evenals de meldingen van vermoedens die verband houden met de financiering van de proliferatie van massavernietigingswapens, meegedeeld door de onderworpen entiteiten op grond van de desbetreffende Europese verordeningen en de informatie meegedeeld in het kader van artikel 79, § 2 van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten;

- het personeel van het secretariaat dat optreedt in het kader van de machtiging bedoeld in artikel 11 van dit reglement;

- de leden van het Bureau in het kader van de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 12, 13, eerste lid, en 14 van dit reglement en bij delegatie de secretaris-generaal in het kader van dagelijks bestuur en leiding over het personeel.

16. De presentiegelden worden uitgekeerd aan de leden van de CFI die daadwerkelijk deelnemen aan de vergaderingen van de CFI of van het Bureau, waarvan het bewijs wordt geleverd door de notulen. De verplaatsingskosten worden terugbetaald aan de leden die de daartoe vereiste formaliteiten vervullen.

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Aangenomen op 20/10/2022 door de cel voor financiële informatieverwerking

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2023/40557]

**23 NOVEMBRE 2022. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 octobre 2010 fixant les conditions d'agrément et la procédure d'agrément pour les éditeurs des titres-repas, éco-chèques et chèques consommations sous forme électronique, exécutant les articles 183 à 185 de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses au sujet d'une procédure de réactivation des titres-repas, éco-chèques et chèques consommation**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses, l'article 184, modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2020 ;

Vu la loi du 31 juillet 2020 modifiant diverses dispositions introduisant le chèque consommation électronique, l'article 6 ;

Vu l'arrêté royal du 12 octobre 2010 fixant les conditions d'agrément et la procédure d'agrément pour les éditeurs des titres-repas, éco-chèques et chèques consommations sous forme électronique, exécutant les articles 183 à 185 de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 octobre 2022 ;

Vu les avis du Conseil national du travail n° 2.301 et n° 2.316, donnés respectivement le 28 juin 2022 et le 27 septembre 2022 ;

Vu l'avis n° 888-2022 du Conseil Supérieur des Indépendants et des PME, donné le 5 octobre 2022 ;

Vu l'avis n° 2022-2420 de la Commission consultative spéciale Consommation, donné le 11 octobre 2022 ;

Vu l'avis 239/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 21 octobre 2022 ;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2023/40557]

**23 NOVEMBER 2022. — Koninklijk besluit tot wijziging van koninklijk besluit van 12 oktober 2010 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en erkenningsprocedure voor uitgevers van maaltijd-, eco- of consumptiecheques in een elektronische vorm, tot uitvoering van artikelen 183 tot 185 van de wet van 30 december 2009 houdende diverse bepalingen betreffende een reactiveringsprocedure van maaltijd-, eco- en consumptiecheques**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 december 2009 houdende diverse bepalingen, artikel 184, laatst gewijzigd bij de wet van 31 juli 2020;

Gelet op de wet van 31 juli 2020 tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de invoering van de elektronische consumptiecheques, artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en erkenningsprocedure voor uitgevers van maaltijd-, eco- of consumptiecheques in een elektronische vorm, tot uitvoering van artikelen 183 tot 185 van de wet van 30 december 2009 houdende diverse bepalingen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 14 oktober 2022;

Gelet op de adviezen nr. 2.301 en nr. 2.316 van de Nationale Arbeidsraad gegeven respectievelijk op 28 juni 2022 en op 27 september 2022;

Gelet op het advies nr. 888-2022 van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de KMO, gegeven op 5 oktober 2022;

Gelet op het advies nr. 2022-2420 van de bijzondere raadgevende commissie Verbruik, gegeven op 11 oktober 2022;

Gelet op het advies 239/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 21 oktober 2022;